L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres 73.

ÉDITION DU DIMANCHE — NOUVELLE-ORLEANS, 31 JUILLET 1864.

Entre Bienville et Conti.

NOUVELLE ORLEANS:
DIMANCHE MATIN, 31 JUILLET.

Nouvelles d'un jour plus récentes.

La bataille du 20 devant Atlanta—Rapports des généraux Howard et Hooker—Attaque de Henderson, Ky, par les guérilles—Autre invasion du Maryland par une force de 5000 hommes—Marchés de N. York.

Par l'arrivée du *Gladiator* nous avons reçu des journaux de Memphis du 25 qui contiennent des nouvelles du Nord de un jour plus récentes.

La guerre en Georgie.

Washington, 23 juillet—L'extra du *National Republican* dit que le gouvernement a reçu aujourd'hui de l'opérateur du télégraphe à Chattanooga une dépêche ainsi conçu : a :

"Atlanta n'est pas encore en notre possession. Nos forces rencontrent beaucoup de résistance. Il semble que nous sommes en possession d'une partie de la ville, mais l'ennemi occupe le reste."

Ces extra contient aussi ce qui suit au sujet de la bataille devant Atlanta, mercredi dernier [le 20].

Une dépêche officielle du général Sherman dit qu'après la bataille de ce jour, le général Howard commandant le 4e corps a envoyé dire qu'il avait enterré 200 rebelles sur le front de ses lignes et qu'il avait capturé un grand nombre de blessés sur le champ de bataille.

Le général Hooker, commandant le 12e corps, en avançant ses lignes mercredi dernier [le 20] rencontra l'ennemi en rase campagne, et il s'en suivit un combat acharné qui dura plusieurs heures. L'ennemi fut battu et chassé de la place.

Après la bataille, Hooker envoya à Sherman ce rapport : "J'ai enterré 400 rebelles, et il y a 1000 blessés devant mon front."

On a reçu des avis officiels sur la bataille livrée par Sherman le jeudi 21. Il dit que nos troupes ont remporté un succès splendide. Hood a abandonné le champ de bataille en y laissant ses blessés. Sherman a fait près de 1,000 prisonniers. Notre perte a été de 500 à 600.

Louisville, 23 juillet—Des rapports de Nashville mettent hors de doute l'occupation d'Atlanta par le général Sherman. On n'a pas de détails.

Le maréchal prévôt Goodwin a reçu un télégramme daté d'Atlanta le 22, qui annonce que cette ville est en la possession de nos forces.

Attaque contre Henderson, Ky.

Louisville, 23 juillet—Le *Journal* d'Evansville, Indiana, dit qu'un courrier arrivé jeudi de Henderson, a averti les autorités militaires que Henderson était attaqué par une bande de rebelles de 150 à 700 hommes. On se battait. Nos canonnières sont parties pour Henderson. Les troupes fédérales qui sont allées à Henderson mercredi, pour fusiller deux guérillas pris, monnaie en représailles pour le meurtre d'un unioniste, ont occasionné cette incursion rebelle. Plusieurs citoyens ont fait de grands efforts pour empêcher l'exécution, et le général Ewing l'a retardée. Un grand nombre de citoyens de Henderson sont partis. Une personne partie plus tard dit que les guerillas étaient dans la place et que les troupes fédérales étaient en ligne n'attendant à une attaque. L'arrivée des canonnières divisera un désastreux pour les troupes.

Des passagers arrivés cette nuit disent que les canonnières *Brilliant* bombardaient les bois au bas de Henderson, mais on ne croyait pas qu'elle ferait beaucoup de mal.

L'invasion du Maryland.

New York, 23 juillet—Une dépêche au *Post* dit qu'une partie des forces de Mosby, 200 à 300 hommes, sont entrées dans l'Ouest du Maryland, mais on ignore s'ils sont suivis d'autres troupes. Le colonel Lowell, du 2e Massachusetts, a réussi à faire enlever une quantité de tabac et d'approvisionnements du gouvernement, par le canal jusqu'à Georgetown.

La dépêche spéciale à la *Tribune* dit qu'on entend le 22 au matin une forte canonade dans la direction de Leesburg, indiquant une bataille entre les forces de Hunter et les rebelles en retraite.

Washington, 18 juillet — Huit personnes qui ont vu les rebelles traverser hier le Potomac entrer dans le Maryland, disent qu'il y avait 3000 hommes d'infanterie, artillerie, et cavalerie.

Washington, 24 juillet — Les habitants de Rockville, Maryland, sont en proie à une panique, conséquence qu'il y a une autre invasion. On ne sait rien si ce n'est la rumeur.

De New York.

New York, 23 juillet — Le gouverneur Seymour a contremandé tous les ordres pour l'enrôlement et le départ des régiments de milices appelés pour cent jours. Ne sachant pas et ces hommes seraient soumis à la conscription pendant leur absence, il a envoyé le major-général Sanford à Washington pour s'informer à ce sujet auprès des autorités.

Une lettre du gouverneur Seymour indique que les hommes de cent jours seront sujets à la conscription, mais que les centjours compteront dans leur temps de service.

Les efforts pour un échange général de prisonniers ont échoué.

Marchés de New York.

New York, 23 juillet—L'or est faible par suite du bruit de la prise d'Atlanta. Les ventes ont varié de 253 à 253 1/4, et ont formé à 253 1/4. Le coton est calme à 1 68 à 1 69.

Nouvelles additionnelles.

Les journaux de St. Louis du 24 que nous avons reçus par le *Gladiator* contiennent les nouvelles additionnelles suivantes :

Les guérillas dans le Missouri.

Fort Leavenworth, 22 juillet — Une dépêche du colonel Ford, de Liberty, Missouri, dit que les habitants au Nord et à l'Est de cette place rejoignent Thornton, le chef de guérillas et que ses forces augmentent rapidement. Ford a ses troupes sous la main, mais elles sont trop faibles, et il demande des renforts.

On a envoyé d'ici des armes à St. Joseph et à Kansas City pour armer les gens loyaux appelés par le général Fisk.

Une dépêche plus récente de Ford dit que Thornton, avec 2,000 hommes, marche au Nord, probablement dans le but de gagner le chemin de fer. Il était hier soir en possession de Platte City et de Marvin. Ford est parti en masse de Liberty. Curtis fait surveiller les rives du Missouri par des bateaux armés pour empêcher les rebelles de traverser.

On rapporte que Pickler et Banks sont avec mille hommes dans le sud-ouest du Missouri, menaçant le fort Scott et nos communications avec le sud. On croit qu'ils ont quitté à dans le Missouri 2000 des soldats de Price. S'ils sont repoussés par les guérillas de Thornton et par les Pawnees, ils composeront une force formidable. Le général Blunt attend ici des ordres. Les indiens sont inquiétants sur la route du Colorado. Le bruit court qu'ils ont pris le fort Larned et le poste de Walnut Creek.

St Joseph, 22 juillet—Les guerillas de Thornton dont revenue du comté Livingston, et ont occupé Kingston. Après avoir été rejoint par une autre bande de l'Ouest, la force combinée, forte de 200 hommes, a marché sur Plattsburg, comté de Clinton, et a demandé la reddition de la garnison, composée de deux compagnies de milice, au nom de l'armée confédérée. Le capitaine Turner a refusé de se rendre et a dit à ces hommes de s'échapper. Dans le combat qui a suivi, Turner a été tué. La plupart des miliciens ont arrivés ici.

Le contenu de la fausse proclamation.

New-York, 22 juillet—Une dépêche de Washington au *Post* dit que les amis de Joseph Howard, l'auteur de la fausse proclamation attribuée au président Lincoln, font de grands efforts pour le faire relâcher ou obtenir qu'il soit jugé.

La même dépêche dit :

Notre gouvernement n'a pas encore demandé la délivrance du capitaine Semmes, mais la ministre de ces choses est telle qu'il sera probablement rendu. Sinon, une demande sera adressée au gouvernement anglais.

GUERRILLAS SUR LE CUMBERLAND.

Le steamer *St Louis* capturé et brûlé—Détails.

(*Louisville Journal* du 26.

La rivière Cumberland devient beaucoup et la navigation commence à y de venir difficile et dangereuse. Des bandes de guerillas y fourmillent le long de ses cours d'eau et les rives sur lesquelles il fait leur est très favorable. Ils peuvent traverser le Cumberland à gué en beaucoup d'endroits : ils peuvent monter à cheval et disparaître et s'abriter les transports non armés. Le capitaine Hines, Kentucky guerilla, a été nommé colonel contre-guerillas, et a été occupé activement de recruter ses régiments sur le front de Cumberland. Il a maintenant 1,500 hommes parfaitement montés et passablement armés. A deux heures de l'après midi, lundi, il partit avec ses hommes, sur les bords de la rivière, à Sail's Island, entre Clarksville et le fort Donelson, à 18 milles de premier endroit. Le *St Louis*, capitaine Ritchie, descendant le cours d'eau en ce moment. Lorsqu'il voulut passer le débarcadère, un feu très rapide fut ouvert sur lui par les guerillas et il fut forcé de s'arrêter et de se rendre. Hines le fit venir vers la côte et après l'avoir mis au pillage, y fit mettre le feu. Le steamer avait été chargé par le gouvernement et était à vide. Les guérillas ne jugèrent donc prendre de matériel.

La seule perte fut la destruction du bateau qui brûla rapidement. Les flammes en furent vues à plusieurs milles à la ronde. Le *Mercury* [*Mercure*], appartenant à Shirley, Woodfolk & Co., étaient sur la rivière et un vit du bateau brûler. Le *Mercury* fit un débarquement plus loin de l'endroit de sinistre, et prit les passagers du *St. Louis*, et chose étrange, il ne fut pas molesté. L'*Arcola* remontait la rivière, chargé d'articles pour le gouvernement, et se rencontrant une barge chargée de café, des officiers, dans leur confusion, accrochèrent la barge et la laissèrent aller au courant. L'*Arcola* donna à virer de bord et faisant force vapeur arriva au point de Donelson. Le *Mercury* y arriva un fort peu de temps après l'*Arcola*. La barge de café, sans être remarquée, était déjà encore arrivée. Si elle tombe entre les mains des rebelles, ce sera pour eux une prise précieuse. Nous ignorons si quelqu'un de l'équipage du *St Louis* a été blessé par le feu des guérillas. Nous présumons que non. Ce steamer était assuré pour $10,000 et appartenait à Ritchie et Cie.

Monsieur qui ne pouvant pas flotter. Une lettre de New York du 13, adressée au *London Journal*, dit :

M. Webb, le grand constructeur de navires, a abandonné ses industrieuses après y avoir fait fortune, et est visiter l'Europe. On dit qu'en des grands constructeurs de navires et les ingénieurs en chef Wood est en une conférence avec les Seigneurs de vingt monsieur à l'Hôtel des U. U. pour aviser aux moyens de faire flotter ces navires. Rien n'a été décidé, et une autre conférence aura lieu cette semaine.

Les négociations pour la paix.

Les journaux de l'Ouest continuent quelques allusions tant soit peu mystérieuses à des négociations qui auraient eu lieu aux chûtes du Niagara entre des agents semi-diplomatiques du Sud et M. Horace Greeley, qu'on dit avoir été envoyé là par M. Lincoln. Le *St. Louis Republican* du 23 dit à ce sujet :

Un intérêt profond a été éveillé dans tout le pays par la tentative d'ouvrir des négociations ayant pour objet le rétablissement de la paix entre le Nord et le Sud. La lenteur d'espoir, créée par la nouvelle qu'une pareille tentative avait été faite par des représentants du gouvernement national et du gouvernement dit confédéré, n'eut évanouie et le peuple est retombé dans la contemplation des terribles nécessités de la guerre.

Il paraît que MM. Clay, Holcomb et autres qui ont paru, il y a quelques jours, aux Chutes du Niagara, avec une mission de pacification, n'étaient pas directement autorisés par le gouvernement de Richmond à proposer des conditions pour un règlement à la base d'identité nationales. Ils n'eut avoir de pareils pouvoirs. Mais leur correspondance déclare qu'ils sont des employés confidentiels de la Confédération, et qu'ils connaissent familièrement ses vœux et ses opinions. Ils disent, de plus, que si les circonstances qui sont indiquées dans la correspondance, étaient communiquées à Richmond, ils seraient investis de pleins pouvoirs sur la question.

Nous ignorons quelles sont les conditions qu'eussent présentées MM. Clay et Holcomb, si on leur eût permis d'aller à Washington. Nous osmions regardé comme un point de gagné, que d'éminents rebelles se fussent trouvés d'humeur à discuter la question.

Le même journal donne dans son article le document suivant :

Hotel de l'Exécutif; Washington, 18 juillet 1864.

A ceux que cela peut concerner :

Toute proposition embrassant la restauration de la paix, et de l'intégrité de toute l'Union, et l'abandon de l'esclavage, et qui émanera d'une autorité pouvant contrôler les armées actuellement en guerre contre les Etats Unis, sera reçue et considérée par le gouvernement actuellement des Etats Unis, et sera accueillie avec des conditions libérales sur les points principaux et collatéraux, et le porteur ou les porteurs des dites propositions auront un sauf conduit pour aller et revenir.

ABRAHAM LINCOLN.

Il semble résulter de ce que dit le *Republican* que les négociations n'ont pas abouti, et que le sauf conduit n'a pas été accepté. La dépêche suivante indique le rôle joué par Greeley dans cette affaire :

Washington, 22 juillet

Horace Greeley faisant allusion aujourd'hui dans son journal, la *Tribune*, à son entrevue avec les commissaires rebelles aux chûtes du Niagara, dit :

Le rédacteur de ce journal n'a pris part qu'aux négociations qui étaient purement autorisées, mais ces négociations n'avaient d'autres objets que d'amener les antagonistes face à face dans une attitude amicale plutôt que belligérante, en vue de commencer un effort sincère en faveur de la paix, pour qu'il pût être continué à Washington. Le mouvement n'a pas eu de succès immédiat.

Naturellement tous les bruits disant que l'écrivain de cet article a été occupé à préparer et à recevoir, ou à discuter des conditions ou des propositions de paix, soit avec des agents accrédités par les autorités de Richmond, soit avec d'autres, sont entièrement erronés. Il n'a jamais eu la plus légère autorisation de rien faire de la sorte, et il connaît les dispositions de la loi relative aux négociations volontaires avec des ennemis publics. Il approuve ces dispositions et n'a jamais désiré s'en écarter. Il ne se croit pas libre d'en dire davantage, bien qu'il croie pouvoir le faire prochainement. Toutes ce qui peut ajouter maintenant est la conclusion générale que la pacification de notre pays n'est, ni si difficile ni si éloignée qu'on semble généralement le supposer.

Toute cette affaire de négociations se trouve obscurcie par le paragraphe suivant que nous lisons dans le *Chicago Times* :

L'assertion semi-officielle de l'organe de l'administration à Washington, du 21 courant, dit : "L'administration n'a jamais eu devant elle aucune proposition des autorités rebelles relative à la pacification, et on n'a pas appris qu'il en ait été reçu aucune.

Ce cadre de pouvoir est sacré pour les grandes communautés organisées qui ont formé l'Union et qui peuvent seules le changer ou la modifier. Nous avons combattu pour restaurer l'Union, non pour la changer, et encore moins pour bouleverser les principes fondamentaux; et l'accomplissement de la restauration de l'Union est la compensation que nous attendons nous-mêmes pour toutes les dépenses et toute les souffrance de la guerre.

Mais ce qui est impossible pour le Président ou le Congrès, est de la compétence des Etats. Quand les trois grandes communautés, qui sont dans l'Union, auront consenti, et peut être fait par consentement mutuel, quand le temps paraîtra propice.

Les Etats Américains appartenant une union composée à leur nature, quelque peine la guerre de la révolution, et la révolution fut faite. Subsistassent, ils sentiront le besoin d'amender leur contrat pour avoir une union plus intime et pour s'assurer les fruits de l'indépendance. De leurs délibérations, dans le dernier cas, résulta cet admirable instrument, la Constitution des Etats Unis, sous laquelle la République a prospéré pendant plus de 70 ans.

Si maintenant, après notre expérience de rebellion, de guerre et de mauvais gouvernement, nous pouvons conclure que des sureté additionnelles pour la liberté et l'union doivent être établies dans la loi fondamentale. Mais ces garanties doivent finalier plutôt qu'étendre l'autorité fédérale, et ne doivent pas envahir ces prérogatives de pouvoir qui ont été laissées comme sacrées à la juridiction d'Etat.

La Constitution devrait contenir des garanties contre la domination mais contrôle des parties sectionnelles, nord et sud, dans le gouvernement des Etats Unis, et ces garanties formeraient des Etats Unis, et ces garanties formeraient le plus indispensable et le plus vital possible pour notre sureté et l'existence permanente de notre république.

Nous sommes en guerre, et le sang coule, et richesse est dilapidée, et de fanatisme s'amuse, et la constitution est violée, et nous ployons sous le poids des calamités domestique, parcequ'une faction sectionnelle tâche le gouvernement des Etats Unis, libre d'entraves ou de frein dans l'exercice du pouvoir. Et après que nous serons sorti de cet état de crise et de souffrance, cette condition de choses devrait être rendue à jamais impossible.

Steamers français à Washington.

L'aviso à vapeur de la marine française *Amphion* était dernièrement devant l'arsenal à Washington, et deux autres bâtiments de guerre se trouvaient plus bas.

Le steamer Matanzas.

Le steamer de la malle des Etats Unis Matanzas, capitaine Wm. Lieseguang, part ce soir à quatre heures pour New York directement, avec un fort chargement et les malles.

Voici la liste de ses passagers :

H Rosenzweig, W W Miller, J Schorer, E Eschel berger, S E Locke, E Rickett, J E Feytas et un domestique, Jules Paynot. H Hamble, W H Crowell, A N Proctor, F F Martinez, Jose Whetaker, se dame et deux enfants, Mme Nobel, Mme Bolleau et deux enfants, Mlle S Thompson, Mme J Bagby et son fils, Rev E H Adeu et sa dame, M Barnett, Leo Barnett jr, J Capriele, —et 83 passagers d'entrepont.

Le Bulletin Français—Tel est le titre d'un nouveau journal qui paraîtra mardi prochain, 2 août, et qui se publiera trois fois par semaine. Les bureaux du *Bulletin Français* sont établis aux Nos. 39 et 41, Passage de la Bourse, entre Bienville et Douane.

Institut St-Charles—L'examen des classe dans l'Institut St. Charles, dirigé par Mme Macé, doit avoir lieu lundi et mardi prochain dans le local de l'établissement, rue Bourbon, entre Canal et Douane. Les concerts des élèves de Mme Macé donneront une soirée musicale dans la salle de l'Opéra. Les familles seront ainsi à même de juger des progrès de leurs enfants dans les différentes branches de l'éducation.

Chaussures—Le plus grand magasin de chaussure de la Nlle Orléans, pour le vente en gros, est celui de A. TIRRELL & Co No 9, rue des Magasins. Le maison, quoique faisant depuis trente ans des affaires considérables, a toujours rempli fidèlement ses engagements, et inspire à notre honorable clientèle de confiance que par le passé. Nous appelons l'attention sur l'annonce qu'elle publie dans nos colonnes.

FAITS DIVERS.

—On cent de Nijoy-Nôvgorod (Russie), 18 juin :

"Le feu a détruit avant-hier la plus grande partie des édifices où se tient la fameuse foire de Nijoy-Novgorod. L'incendie a commencé à 5 heures du soir, et on n'a pas parvenir à s'en rendre maître qu'à 3 heures du matin. Pendant ces dix heures, les flammes ont mis à nu un espace de près d'un kilomètre carré. Le feu était si violent qu'il a été impossible de maintenir les pompes à une distance voulue ; on a été obligé de les jeter dans la rivière pour que elles ne brûlent pas.

"Le marché aux cuirs, aux nattes, aux filins, et d'énorme approvisionnement de bois, ont été consumés.

"L'incendie a dévoré le théâtre, le cirque, 20 baraques de saltimbanques, 8 établissements de photographie, 8 hôtelleries, 6 bains, 18 restaurants, 8 cabarets, 30 caves à vins, 6 hôtels, 1 glacière, 6 auberges, 2 pharmacies, 7 comptoirs de commerce, 3 salons de coiffures, 3 établissements de bains, 900 petites boutiques, total, 137 établissements privés et 12 bâtiments appartenant à l'Etat. En outre, ont été la proie de feu un cable, sans compter les dépôts de bois, planches et poutres, 19 corps de baraques de commerce avec 1,511 magasins et 148 bâtiments isolés.

"La foire n'ayant pas commencé, une bonne partie des magasins étaient vides. Néanmoins les pertes sont énormes et s'élèvent à plusieurs millions. Sur cette masse de constructions, il n'y en a qu'un très petit nombre qui fussent assurées, le total des assurances s'élevant à peine à 800,000 fr.

"Un crime épouvantable a été commis ces jours derniers, aux environs de Nicolai.

Il y a quelques années, un entrepreneur donna sa fille en mariage à un jeune homme avec une dot d'environ 100 écus.

La mésintelligence ne tarda pas à se glisser dans le ménage du couple, et B....., auquel le caractère acariâtre de sa femme ne laissait plus d'autre alternative qu'une séparation, se vit forcé de recourir à ce moyen. Il exigea en même temps le remboursement des 100 écus. La femme B..... n'y étant refusée, son mari réclama en justice, qui décida en faveur de ce dernier.

Cette circonstance devait avoir des conséquences fatales pour B..... Sa femme jura de se venger. Elle se consacra avec sa mère et son frère, et la mort du malheureux B..... fut arrêtée. Il s'agissait d'abord d'attirer la victime dans un piège, et voici comment les conjurés y prirent : la femme B..... savait que son mari avait conservé pour elle un reste d'affection. Elle feignit de regretter ce qui s'était passé, fit les premiers pas, et par l'intermédiaire d'un de ses complices, proposa une entrevue qui devait amener une réconciliation.

Celle-ci fut complète. Le malheureux B..... croyant avoir reconquis le cœur de sa femme. Son illusion ne fut pas de longue durée.

Il était onze heures du soir quand le frère de la femme B..... se présenta. Une querelle s'éleva bientôt entre les deux hommes. On en vint aux mains. La femme B....., sa mère et son frère terrassèrent leur victime.

Cette chambre devint alors le théâtre d'une scène hideuse. Les trois assassins s'acharnèrent à l'envie sur le corps de l'infortuné et leur rage ne fut assouvie que lorsqu'ils l'eurent littéralement haché en morceaux.

Dans la même chambre cotchait un enfant âgé de quelques années à peine et fils de la victime. Réveillé par le bruit, il avait assisté au meurtre de son père ; mais, craignant de partager le même sort, il avait fait semblant de dormir et s'était tenu coi. Ce fut lui, quelques jours après, révéla les détails du meurtre.

Les assassins sont arrêtés et ne manifestent aucun repentir du crime dont ils vont avoir à répondre devant la justice.

ÉDITION D'HIER SOIR.

OFFICIEL.

ORDRE IMPORTANT.

Les citoyens enrolés au service de la milice—Les étrangers soutres forent la police—Ceux qui sont sujets à la conscription du Sud ne sortiront pas des lignes—Les familles de soldats rebelles devront rester hors des lignes fédérales.

L'ordre suivant a paru ce matin dans plusieurs journaux :

Division militaire de l'Ouest Mississippi. Nlle-Orléans, ce 31 juillet 1861 [*sic*].

Ordre général No 31.

I—Tous les hommes valides, entre les âges de 18 et de 45 ans, dans les limites de l'occupation dans les départements de l'Arkansas et du Golfe, et les districts à l'est du fleuve Mississippi seront immédiatement enrôlés pour le service de la milice. Les étrangers neutres, qui ne sont pas sujets au service militaire forcé seront enrôlés séparément, et employés, quand il le faudra, comme police locale, ou comme constables.

II—Les commandants de districts établiront des commissions spéciales pour entendre, examiner et décider toutes les réclamations d'exemption du service militaire, fondées sur l'origine étrangère ou l'incapacité physique. L'origine étrangère ne sera pas admise comme excuse, si le réclamant a, en quelque temps que ce soit, exercé les droits de citoyenneté, sous une loi générale, municipale ou d'Etat ou s'il a été au service du gouvernement rebelle ou de quelque état en rebellion. Quand une personne, enrôlée dans la milice, aura établi son droit à l'origine étrangère, son nom sera transféré dans l'article neutre pour le service de police. Toutes personnes qui seront trouvées physiquement impropres au service militaire, mais propres au service de garnison, seront transférées dans les bataillons qui devront être organisés pour le service local, et cette exemption ne sera accordée, excepté dans les cas d'incapacité physique, jusqu'à ce que les parties qu'elle oblige en changeant les termes ou y ajoutent de nouvelles causes. Toute autre doctrine est révolutionnaire et destructive et doit être impitoyablement rejetée, sont qu'elle soit fondée sur une proclamation présidentielle soit qu'elle émane de sources volontaires ou par le Congrès. Les pouvoirs du gouvernement fédéral dans toutes les branches sont bornés par les clauses de la Constitution et ne peuvent les transgresser ; en conséquence la Constitution telle qu'elle est, avec son pouvoir régissant d'amendement est la doctrine suprême, le grand parti qui progrès de sauver la nation dans ce jour d'épreuve. Que la doctrine criminelle et fausse que le président des Etats Unis peut par proclamation, où le Congrès par statut, prescrire, autoriser, ayrandir ou diminuer les conditions d'union telle qu'elle est, avec son pouvoir régissant est et pour toujours et la plupart des difficultés qui entravent la question de reconstruction disparaîtront entièrement. Ces départements de gouvernement sont bornés à des devoirs particuliers exécutifs et législatifs et ne peuvent modifier ou déterminer les relations des Etats entre eux.

Ce cadre de pouvoir est sacré pour les grandes communautés organisées qui ont formé l'Union et qui peuvent seules le changer ou la modifier. Nous avons combattu pour restaurer l'Union, non pour la changer, et encore moins pour bouleverser les principes fondamentaux ; et l'accomplissement de la restauration de l'Union est la compensation que nous attendons nous-mêmes pour toutes les dépenses et toute les souffrance de la guerre.

Mais ce qui est impossible pour le Président ou le Congrès, est de la compétence des Etats. Quand les trois grandes communautés, qui sont dans l'Union, auront consenti, et peut être fait par consentement mutuel, quand le temps paraîtra propice.

Les Etats Américains appartenant une union composée à leur nature, quelque peine la guerre de la révolution, et la révolution fut faite. Subsistassent, ils sentiront le besoin d'amender leur contrat pour avoir une union plus intime et pour s'assurer les fruits de l'indépendance. De leurs délibérations, dans le dernier cas, résulta cet admirable instrument, la Constitution des Etats Unis, sous laquelle la République a prospéré pendant plus de 70 ans.

Si maintenant, après notre expérience de rebellion, de guerre et de mauvais gouvernement, nous pouvons conclure que des sureté additionnelles pour la liberté et l'union doivent être établies dans la loi fondamentale. Mais ces garanties doivent finalier plutôt qu'étendre l'autorité fédérale, et ne doivent pas envahir ces prérogatives de pouvoir qui ont été laissées comme sacrées à la juridiction d'Etat.

La Constitution devrait contenir des garanties contre la domination mais contrôle des parties sectionnelles, nord et sud, dans le gouvernement des Etats Unis, et ces garanties formeraient le plus indispensable et le plus vital possible pour notre sureté et l'existence permanente de notre république.

Nous sommes en guerre, et le sang coule, et richesse est dilapidée, et de fanatisme s'amuse, et la constitution est violée, et nous ployons sous le poids des calamités domestique, parcequ'une faction sectionnelle tâche le gouvernement des Etats Unis, libre d'entraves ou de frein dans l'exercice du pouvoir. Et après que nous serons sorti de cet état de crise et de souffrance, cette condition de choses devrait être rendue à jamais impossible.

V—A l'avenir, nulle personne sujette à la conscription rebelle ne sera employée sur ne sera autorisée à passer dans les lignes rebelles. Si elles sont occupées à prêter aide et assistance à l'ennemi, directement ou indirectement, ou si elles se conduisent autrement d'une manière hostile au gouvernement, elles seront jugées pour ces offenses, étendues comme prisonnier de guerre, ou envoyées hors des limites de ce commandement.

VI—L'habitude de permettre aux personnes qui sont en service rebelle d'envoyer leurs familles dans nos lignes, pour qu'elles y jouissent d'une plus grande sécurité et de plus de confortable, a pris une extension dangereuse, à quelques points dans les limites de ce commandement. Dorénavant, toutes ces personnes seront renvoyées par les lignes de piquets, où si elles ont résidé à passer à travers, elles seront renvoyées.

Les réfugiés de bonne foi seront reçus et bien traités. S'ils sont dans le dénuement, il sera pourvu à leurs besoins, autant que les moyens à la disposition de l'officier commandant le permettront. On ne pourra, cependant, leur permettre de rester dans aucun fort ni dans aucune garnison, ni dans le voisinage, où leur présence gênerait les opérations militaires, et dans tous ces cas il leur sera fourni des moyens de transport jusqu'à Cairo, Illinois, et des vivres pour le voyage. L'officier commandant cette place prendra les arrangements nécessaires dans le but de recevoir ces personnes et d'en prendre soin, de les aider à trouver de l'emploi, et indiquera aux associations de secours celles qui ont besoin de secours.

Tous les fois qu'il sera nécessaire ou opportun d'envoyer hors des lignes, les personnes indiquées dans la section 6, le commandant du district déterminera l'époque et la route par laquelle on les enverra, et il les fera réunir et envoyer sous une escorte convenable. La coutume de donner à ces personnes des passes, et de leur permettre de choisir leur temps et leur route, est mauvaise et inconvénients et est interdite.

Par ordre du major-général E. R. S. Canby.

T. CHRISTENSEN,
Major et A. A. Général.

Nouvelles de l'Alabama.

Correspondance extraites de la *Tribune* de Mobile du 19 juillet.

Montgomery, Alabama,
dimanche soir, 17 juillet 1864.

Chère Tribune—Hier, à midi, toute la ville a été jetée dans un état d'excitation intense par le rapport que 1,500 hommes de cavalerie yankee s'approchaient avec l'intention de saccager, de brûler et de détruire la capitale de l'Alabama. Bien-tôt les rues furent pleines de gens qui allaient des plus sombres et des plus respectables citoyens pour couvrir tous les citoyens, jeunes et vieux, à la salle du Court House afin d'aviser aux moyens de défendre leur patrie et leurs foyers.

L'agitation devint de plus en plus forte. Des groupes se formaient devant le *Post office* qui semblait être le point de rendez vous général et chaque individu y apportait son lot de nouvelles. Toutes venaient bien entendu d'une source très respectable. De 1500 les assaillants furent portés au nombre de 3500 et, sans aucun doute, beaucoup plus grand qu'il n'avait attaqué la ville serait la flamme et le sang le soir de la commission serait nécessaire de sang froid.

On a fait courir mot de bruits relatifs à la force des insurgeants que jusqu'à ce moment personne ne semble avoir eu raison ni par qui commandait. Une chose est certaine, néanmoins, c'est que la cavalerie dont il était question à fait hasard et, dans ce but, trois compagnies d'infanterie devaient l'organiser dès hier soir, elles étaient entièrement équipées avec armes et munitions. Des cavaliers ont été envoyés en éclaireurs avec ordre de se rapporter immédiatement au Major-Général Forney. M. Withers, qui commande maintenant ce district.

Les fonds du gouvernement qui avaient été dernièrement envoyés pour payer les officiers et soldats de ce poste, ont été expédiés pendant la nuit à la campagne et des voitures particulières, chargées de billion et de valeurs plate, ont été aussi envoyées dans quelques heures on de la portée de l'ennemi, pour le cas où il pourrait être obligé d'entrer dans la ville. Dans l'intervalle, différents officiers de l'autorité militaire prenaient les noms de tous ceux qui s'offraient comme volontaires et quelques uns d'eux étaient si activement occupés, qu'il était presque jour quand les listes d'enrôlement furent complétées.

A 7 heures, ce matin, deux compagnies de cavalerie et cinq d'infanterie composées de jeunes et de convalescents sortis des hopitaux, étaient entièrement organisées, et les autorités avaient demandé par le télégraphe qu'il leur fut envoyé de Pollard toutes les troupes qui s'y trouvaient disponibles et dont on pouvait se passer.

Le gouverneur Watts a remis le commandement de toutes les troupes au major général Withers, sous son contrôle supérieur, jusqu'à ce que l'affaire soit décidée, et cet officier aura certainement de tous les moyens en son pouvoir pour protéger la capitale de tout assaut qui pourrait la menacer.

La Banque centrale de cette ville a fait tous porter toutes ses espèces au chemin de fer, on elles restent sous la protection d'une forte garde. Une machine, toujours sous vapeur, est attachée au wagon, prête à partir au premier signal. Un montant considérable de ces fonds provient des espèces appartenant aux banques de Alabama, Georgie et qui avaient été envoyées à Montgomery pour y être gardées.

De bonne heure ce matin, des gardes ont parcouru la ville avec ordre d'arrêter tous ceux qui ne se rendraient pas promptement à leurs postes de commandement et de les amener au général Forney. Il n'y a pas admis d'exemptions pour les étrangers de toutes nations, les membres du Congrès et de la Législature, les officiers d'Etat, les hommes qui avaient des exemptions de médecin et même ceux qui sont dans la police de la ville ont été pris et forcés de faire un service militaire. Beaucoup de ceux qui ont été arrêtés se sont retirés sur promptement, mais quelques uns, en petit nombre, ont été hautement indignés et ont refusé absolument de marcher à moins qu'ils n'y fus sent forcés à la pointe de la bayonnette.

A 5 heures, ce matin, tout le bataillon a été donné rendez-vous à Court House et marchera pour faire face aux Fédéraux, et les empêcher d'entrer dans la ville, car tous les préparatifs sont sous les armes.

Votre, RUTILIUS.

INCURSION ET COMBAT EN FLORIDE.

Nous lisons dans le *Time Democrat* de ce matin :

Nous recevons directement de Pensacola l'information que la 19 courant le général Asboth avec une force composée du 99me Vermont, du 82d d'infanterie nègre, du 1er de cavalerie de la Floride à pied, et d'une compagnie de cavalerie de New York avec la 1re batterie de la Floride, est parti de Pensacole pour coopérer avec une force envoyée par Barrancas pour couper la chemin de Mobile and Great Northern. Le général suivant il rencontra une force rebelle composée de 3 compagnies du 3e de cavalerie de l'Alabama, comptant 300 hommes, qui étaient fortifiés au Camp Gonzales, à 15 milles de Pensacola. Après un engagement d'une demi heure, les rebelles s'enfuirent en laissant pour dépouilles leur drapeau, leurs papiers, les provisions du Camp, 17 chevaux, 18 selles, 18 fusils, et 25 têtes de bœuf.

Le général Asboth continua sa marche avec l'intention de brûler un viaduc du chemin de fer près de la rivière Escambia, mais ayant appris que la force de Sherman avait fait faire besogne il retourna à Pensacola.

Bons Consolidés de la Ville — Les commissaires de la dette consolidée de la Nouvelle Orléans annoncent aujourd hui que suivant une résolution adoptée le 27 juillet par le comité, le maire de la Nouvelle Orléans est autorisé à délivrer des bons de la dette consolidée de la dite ville de $1000 chacun, avec des coupons semi-annuels d'intérêt à 6 pour cent par an, y attachés, et payables dans 28 ans, en échange des bons de la dite dette consolidée échus et payables maintenant.

UNE INSURRECTION AU NORD FOMENTÉE PAR DES AGENTS BRITANNIQUES.

Sous ce titre, qui est de nature à exciter vivement la curiosité de nos lecteurs, le New York *Herald*, publie l'article qui suit :

C'est un fait dont son historique que les agents anglais ont aidé à exciter la rébellion au Sud. Mes rebelles combattent avec des canons anglais, de la poudre anglaise, et des boulets anglais. Ils reçoivent de l'Angleterre des vivres et des vêtements. Ils sont encouragés par la presse anglaise à continuer leur résistance. Leur marine se compose de navires anglais. Quand ils pillant notre commerce maritime, ils commencent par arborer le pavillon anglais. L'*Alabama* avait un équipage anglais, pris dans la marine de guerre anglaise. Le Sud a complètement vu plié les jours glorieux de 1776 et la rébellion est une institution britannique de haut en bas.

Cela posé, il n'est pas étonnant que, dans le Nord, des agents britanniques agissent de concert avec les hommes de paix pour y fomenter une insurrection. Nous avons un million de nous certains anglais qui correspondent avec les journaux de Londres, avec le *Times* surtout. Les lettres de ces hommes montrent que leurs sympathies sont avec le Sud et qu'ils font tout ce qu'ils peuvent pour aider la cause rebelle.

Leurs représentations perfides ont le sentiment du Nord, leurs louanges à propos de la chevalerie du Sud et leurs prédictions de nos défaites influencent beaucoup l'Europe contre nous ainsi que les gouvernements européens. Telle est l'œuvre à laquelle se livrent ces correspondants anglais et ils s'en acquittent bien. Ils n'ont pas été envoyés pour autre chose.

Comme pour lever tous les doutes sur leur caractère réel, ces correspondants ne voient que nos hommes de paix ou ceux qui sympathisent avec eux. Toutes leurs idées leur viennent d'eux. Bien que parfaitement au courant de nos affaires politiques, ils ne font jamais l'éloge d'un homme qui soutient le gouvernement anglais, et ils décochent toute leur colère à écrire pour nos journaux de paix. Leurs élucubrations du presse et en vers paraissent dans le *Daily News*, et dans d'autres organes du parti de Jeff Davis. Les lettres qu'ils adressent aux journaux de Londres sont rapsodiques et manquent de bon sens. Les hommes par leurs rapports sociaux, pour dont nous parlons sympathisent avec les rebelles ; car ils ne voient que des hommes de cette trempe.

Si nous pouvons juger de ce que les hommes de cette sorte disent en privé, ces correspondants confidentiels et officiels que la rebellion réussisse. Il serait absurde de supposer qu'ils ne forment pas partie de complot quand ils mangent, boivent et dorment avec les conspirateurs, et il serait également absurde de croire qu'ils ne font rien pour réaliser l'espoir qu'ils expriment sans cesse du chaleur sur le triomphe final de Jeff. Davis.

Si, comme nous le supposons, les agents personnels du gouvernement anglais qui sont parmi nous sont le dévouement de correspondants de journaux, sont réellement intéressés dans les plans insurrectionnels, ils devraient être soumis à une surve